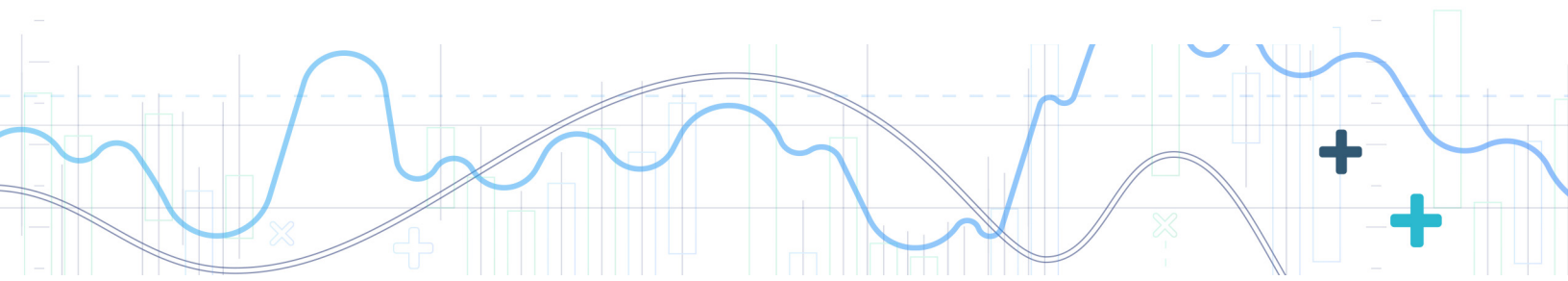


# Changer de vitesse : les progrès de la finance durable au Canada



## Septembre 2021

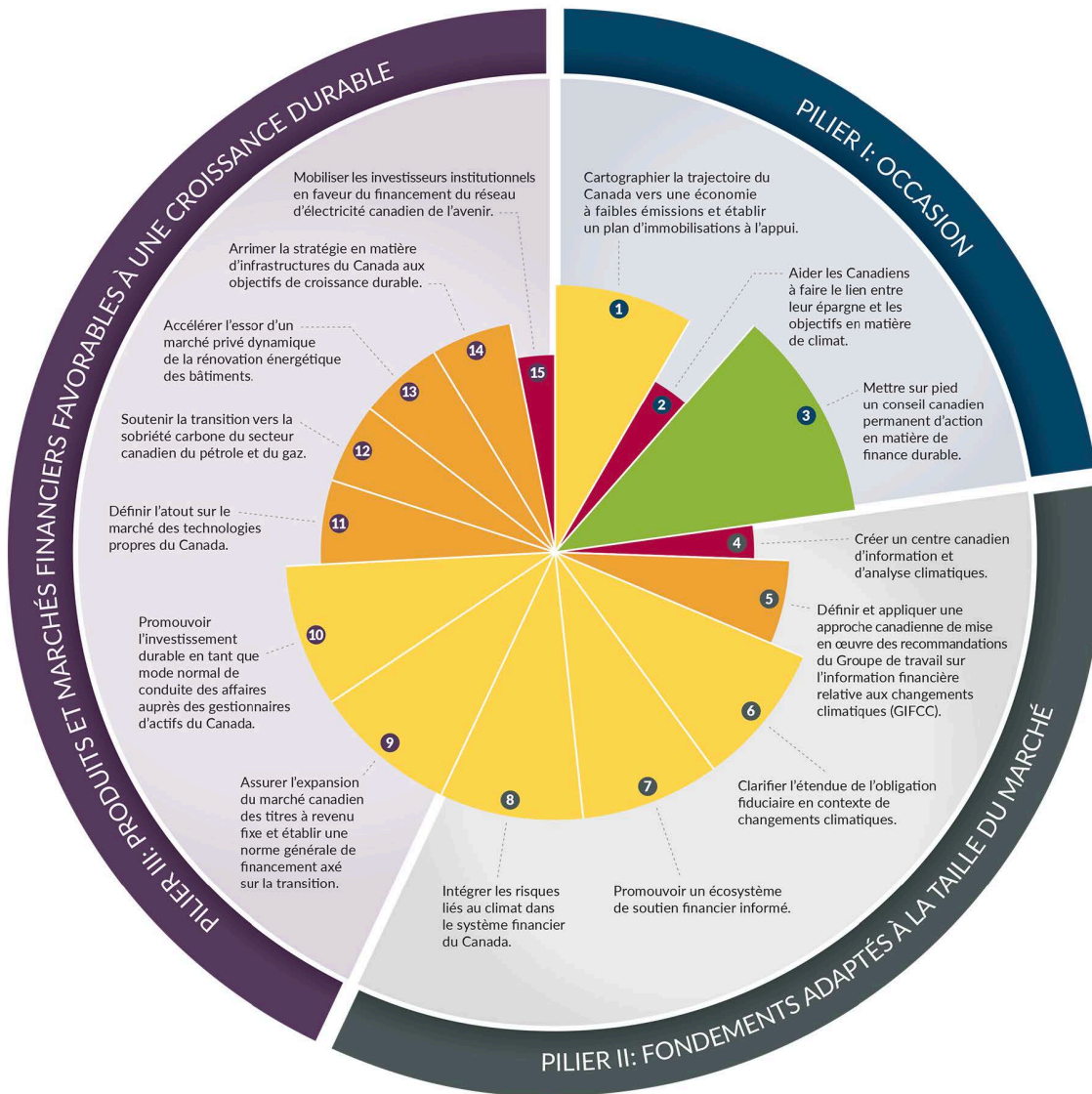
### RÉSUMÉ

Le Groupe canadien d'experts sur la finance durable s'est réuni en 2018 pour examiner les possibilités qui s'offrent au Canada et les défis auxquels il fait face dans ce domaine<sup>1</sup>. Le mandat de ce groupe consistait à collaborer avec le secteur privé et le gouvernement fédéral pour étudier les possibilités d'un leadership privé-public visant à faire avancer les occasions offertes par la finance durable au Canada. Le Groupe a rendu public son rapport final en juin 2019, sous forme de 15 recommandations « visant à faire le lien entre les objectifs climatiques, les ambitions économiques et les impératifs d'investissement du Canada » (Rapport du Groupe d'experts, I). L'urgence d'établir des liens entre ces aspects n'a fait que s'intensifier au cours des deux dernières années, dans la foulée de la publication du plus récent rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), du relèvement des cibles canadiennes en matière de climat et de la priorité impérieuse que les secteurs publics et privés du monde entier accordent à la carboneutralité, aux plans qui s'y rapportent et aux stratégies d'adaptation. De plus, on observe une intensification des pressions exercées par le secteur de l'investissement en faveur de la gestion et de la divulgation du risque important lié au climat.

*L'Institute de la finance durable a entrepris une évaluation des progrès réalisés par le Canada à l'égard des recommandations du Groupe d'experts et de la finance durable en général, et nous faisons ressortir les aspects pour lesquels il importe de prendre des mesures supplémentaires et accélérées. Les recommandations du Groupe d'experts et les principaux enjeux relevés dans le processus d'évaluation sont étroitement liés. Cela témoigne du fait que le Groupe a vu juste dans la détermination des problématiques de la finance durable auxquelles le Canada fait face, ce qui est une bonne nouvelle. La mauvaise nouvelle, toutefois, c'est qu'en dépit de progrès considérables, un grand nombre d'enjeux cruciaux auxquels le Canada faisait face en 2019 et notés dans le rapport du Groupe figurent encore parmi ceux qui nous interpellent aujourd'hui.*

#### **Approche de recherche :**

Notre rapport présente d'abord une analyse approfondie des progrès accomplis dans la mise en œuvre des 15 recommandations, qui sert de tremplin pour évaluer de manière plus générale la situation actuelle de la finance durable au Canada. Dans un premier temps, nous brosons un tableau des mesures et des initiatives qui ont été prises au cours des deux dernières années à l'égard des recommandations. Nous complétons ce tour d'horizon par un compte rendu du processus d'entretiens auquel ont participé 34 personnes, dont trois des quatre membres du Groupe d'experts. Le choix des experts a été dicté par la nécessité de réunir des points de vue différents sur les nombreux enjeux de la finance durable auxquels le Canada fait face aujourd'hui. Nous avons aussi constitué un conseil consultatif d'experts provenant du secteur financier pour qu'il communique des points de vue et des conseils au sujet de la recherche et de l'analyse.



**Progrès réalisés**

- **Significatifs** : Des actions substantielles et un élan accru ont permis d'obtenir des résultats tangibles.
- **Modérés** : Certaines actions substantielles et/ou un élan significatif augmentent la probabilité à court terme de résultats tangibles.
- **Marginal** : Bien que certaines actions aient eu lieu ou soient en cours, l'élan vers des résultats tangibles a été lent.
- **Minime** : Peu d'actions ont eu lieu ou sont en cours et/ou l'élan vers des résultats tangibles est limité.

**Principaux thèmes :**

Nous avons regroupé les résultats de notre tour d'horizon avec les commentaires recueillis au cours des entretiens pour cerner les principaux thèmes et, peut-être, les éléments ayant un fort impact qui sont décisifs pour les avancées du Canada en ce qui a trait à l'efficacité de la transition vers une économie durable et prospère. Nous traiterons brièvement de chacun de ces sept thèmes ci-après et nous invitons le lecteur à prendre connaissance du rapport complet pour obtenir un complément d'information :

1. **Accélérer la prise de mesures et leur exécution.** Le Canada a commencé à s'attaquer à de nombreux éléments fondamentaux exposés dans les recommandations du Groupe d'experts, qui sont nécessaires pour accélérer l'avènement de la finance durable. Bien que la publication du rapport ne remonte qu'à deux ans et que nous soyons aux prises avec une pandémie depuis un an et demi, il est clair que les progrès sont trop lents et qu'il y a encore beaucoup à faire. Une exécution claire est impérative à court terme et l'appui et la participation d'institutions financières et d'experts contribuent à faire bouger les choses.
  - L'observation la plus fréquente des participants aux entretiens a été que l'Europe et le Royaume-Uni ont donné le ton aux pourparlers et aux interventions liés aux enjeux de la finance durable et que le Canada fait figure de retardataire. Nous en sommes réduits à faire du rattrapage et il devient évident que l'administration Biden va bouger très rapidement.
  - Les participants aux entretiens ont généralement convenu que le secteur privé de la finance bouge maintenant plus vite que le gouvernement et les organismes de réglementation canadiens. Le gouvernement doit établir le cadre de référence et les normes nécessaires pour que le secteur privé réagisse et attire les investissements nécessaires à sa transition. Les experts ont notamment cité des éléments fondamentaux tels que la divulgation et l'obligation fiduciaire. Les travaux d'analyse et de recherche portant sur la mise en œuvre de ces éléments sont disponibles et les gouvernements doivent agir maintenant pour énoncer ces normes et mettre en place les processus qui les feront évoluer au fil du temps.
2. **Notre écosystème financier doit adhérer sans réserve au changement.** La nécessité de réorienter l'approche et les comportements du secteur de l'investissement et des institutions financières du Canada recueille de solides appuis. La finance durable n'est plus juste un impératif fonctionnel des sociétés : c'est maintenant aussi un impératif commercial. En font foi les nombreux commentaires portant sur plusieurs enjeux précis et interreliés, qui se répartissent entre les catégories ci-dessous des secteurs privé, public et public-privé bien qu'il y ait manifestement une relation entre les deux premières catégories.
  - Priorité du secteur privé**
    - a. Créer et mettre à profit des solutions de financement et des produits de placement innovateurs (l'occasion la plus fréquemment mentionnée).
    - b. Mobiliser le public et miser sur la clientèle des investisseurs individuels pour qu'ils appuient la transition vers la carboneutralité.
    - c. Tabler sur la possibilité de faire participer les investisseurs.

**Priorité du secteur public**

- d. Rendre la divulgation obligatoire conformément aux recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (GIFCC) de même qu'à celles du *Sustainability Accounting Standards Board (SASB)*.
- e. Clarifier l'étendue de l'obligation fiduciaire en droit et dans la pratique.

**Priorité du secteur public-privé**

- f. Tirer parti de l'expertise du secteur financier canadien dans le domaine des infrastructures pour constituer un bassin de projets afin de financer la transition du Canada vers la carboneutralité.
  - g. Aborder les questions relatives aux données sur la finance durable.
  - h. Gérer les problèmes associés à l'étiquetage et à l'écoblanchiment des produits de placement.
  - i. Gérer les risques liés à la fuite des capitaux.
3. **Des solutions expressément canadiennes sont nécessaires.** Nous devons établir des trajectoires de décarbonation propres à chaque secteur et des scénarios de transition sous-tendus par des recherches dans un contexte canadien<sup>1</sup>. De plus, nous devons mettre au point les innovations et les mécanismes en matière de financement qui sont nécessaires pour la mise en œuvre. Soulignons que le soutien de la transition énergétique a été un impératif largement évoqué en tant que moyen d'action à court terme. Les risques liés à la transition du secteur pétrolier et gazier et l'importance d'assurer une transition équitable ont aussi été largement cités. En rapport avec ce thème, les participants aux entretiens ont insisté sur l'importance d'établir une taxonomie canadienne du financement de la transition.
4. **La finance durable ne doit pas se limiter au climat.** Dans le sillage de la COVID-19 et compte tenu de la reconnaissance par le Canada de l'urgence de promouvoir la vérité et la réconciliation avec les peuples autochtones, les participants aux entretiens ont réclamé un dialogue sur la finance durable plus vaste, plus inclusif et sensible aux enjeux sociaux. Il est également important de tenir compte de la perte de biodiversité et de l'effondrement des écosystèmes qui, selon le Forum économique mondial, constitueront l'un des cinq principaux risques au cours des dix prochaines années<sup>2</sup>.
5. **La transition du Canada vers la carboneutralité requiert une approche et une trame narrative plus unifiées.** Les points de vue sur la finance durable et la transition du Canada vers la carboneutralité forment une mosaïque en grande partie disparate. Le concept proprement dit serait, de l'avis des participants aux entretiens, encore mal défini et compris. Par conséquent, il reste à déterminer quelles activités et mesures sont carboneutres; il est aussi plausible qu'elles diffèrent selon le secteur. Il importe que le Canada ait une voix et une perspective plus centralisées de même que des circuits de communication plus forts à l'échelle des secteurs public et privé. En

---

<sup>1</sup> À titre d'exemple, voir : 1) « L'accélérateur de transition : Trajectoires vers la carboneutralité », <https://transitionaccelerator.ca/trajectoires-vers-la-carboneutralite/?lang=fr>; 2) Institut canadien des choix climatiques, « Vers un Canada carboneutre », <https://choixclimatiques.ca/reports/vers-un-canada-carboneutre/>.

<sup>2</sup> Voir : <https://fr.weforum.org/reports/the-global-risks-report-2020>.

corollaire, l'imprécision entourant l'orientation stratégique du Canada continue d'être un important motif de préoccupation pour les participants aux entretiens.

6. **L'atténuation du risque lié au climat est cruciale, mais nous devons accorder plus d'importance que maintenant à l'adaptation et à la résilience.** De nombreux participants ont souligné que la résilience et l'adaptation climatiques demeuraient des priorités dans un contexte où les répercussions des changements climatiques deviennent plus visibles. Compte tenu de l'augmentation du nombre et de l'intensité des incendies et des inondations partout au pays et de leurs conséquences pour les collectivités et les entreprises, ces enjeux représentent sans surprise une priorité absolue. De plus, des préoccupations ont été exprimées quant à l'accès à la réassurance parce que les grands réassureurs sont européens et subissent des pressions en faveur du délaissement des secteurs à fortes émissions de carbone.
7. **L'innovation dans le secteur des technologies propres et d'autres possibilités doivent recevoir un appui plus fort.** L'importance de tabler sur les possibilités offertes par les technologies propres de même que l'insuffisance des progrès réalisés à ce jour dans ce domaine ont été fréquemment mentionnées. Par exemple, les possibilités offertes au Canada par les technologies destinées à faciliter la transition pétrolière et gazière, comme l'hydrogène et le captage, l'utilisation et le stockage du carbone (CUSC), ont été évoquées à maintes reprises. Le Canada doit aussi explorer d'autres possibilités « incontournables » : entreprendre la mise à l'échelle de la rénovation énergétique des bâtiments, devenir un chef de file mondial dans la production de matières utiles pour la transition (p. ex., des minéraux pour les batteries dans la chaîne d'approvisionnement des véhicules électriques) et l'exploitation de notre réseau d'électricité à faibles émissions de carbone en vue de son intégration interprovinciale et nord-sud sur les marchés américains de l'électricité. Enfin, les participants aux entretiens ont fait valoir que le Canada pouvait tirer parti de solutions naturelles et de l'exploitation des marchés du carbone à mesure qu'ils prendront de l'expansion.

## CONCLUSION

La transition de l'économie canadienne vers un avenir durable et prospère relève à la fois du sprint et du marathon. Le présent rapport donne à penser que nous avons tardé à entrer dans la course, mais que nous réalisons des progrès : le Canada peut tirer parti de certaines ressources pour rattraper le temps perdu et se positionner favorablement à long terme. Le rapport du Groupe d'experts a dressé une feuille de route stratégique de la finance durable à l'intention des secteurs public et privé afin de promouvoir son essor et sa mise en œuvre. Il existe deux principaux moyens d'accélérer les progrès : adopter une approche plus unifiée et libérer le capital privé pour que son affectation soit de plus en plus envisagée sous l'angle de la finance durable.

Comme le mouvement en faveur de la finance durable gagne en force à l'échelle mondiale, il faut d'urgence donner suite aux recommandations fondamentales relatives à l'obligation fiduciaire, à la divulgation, à la transparence et à l'utilisabilité des données et établir une taxonomie claire pour la transition. La concrétisation de ces éléments fondamentaux passe par une collaboration plus étroite, la mobilisation et un processus transparent visant à créer

une vision cohérente pour les secteurs public et privé, à court et à long terme. La mise en place de ces fondements suscitera un climat de confiance et de clarté propice à la libération du capital privé et à l'innovation nécessaires pour soutenir la transition de l'industrie, la construction d'infrastructures et l'avènement de nouveaux secteurs d'activité et chaînes d'approvisionnement en vue d'une économie durable et carboneutre. La réussite est essentielle à la compétitivité du Canada.

---

<sup>1</sup>Gouvernement du Canada (2019), « Groupe d'experts sur la finance durable », <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/changements-climatiques/groupe-experts-financement-durable.html>.

Cette version en français a été produite grâce à l'appui et la générosité d'Addenda Capital <https://addendacapital.com/fr-ca/>.